

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté préfectoral complémentaire n°65-2023

**à l'arrêté préfectoral n° 2010055-11 du 24 février 2010 autorisant
la société IMERYS FUSED MINERALS BEYREDE à exploiter une usine située sur les
communes de Beyrede-Jumet-Camous et d'Ilhet et relatif aux dispositions applicables en
cas de période de sécheresse.**

**Le préfet des Hautes-Pyrénées
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

Vu le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu les articles L. 211-3 et R. 211-66 du code de l'environnement relatif aux mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jean SALOMON, en qualité de préfet des Hautes-Pyrénées ;

Vu le décret du 2 septembre 2022 portant nomination de Mme Nathalie GUILLOT-JUIN en qualité de secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

Vu l'arrêté préfectoral n°65-2022-09-30-00002 du 30 septembre 2022 portant délégation de signature à Mme Nathalie GUILLOT-JUIN secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

Vu l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté d'orientation de bassin du 24 mars 2023 relatif au renforcement de la coordination des mesures de gestion de la sécheresse sur le bassin Adour Garonne ;

Vu l'arrêté cadre inter-préfectoral n°32-2021-01-27-010 portant définition d'un plan d'action sécheresse pour le sous-bassin Neste et rivières de Gascogne, approuvé et signé le 27 janvier 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2010055-11 du 24 février 2010 modifié par les arrêtés préfectoraux des 24 juin 2014, 24 juillet 2017 et 20 avril 2020 autorisant la société IMERYS FUSED MINERALS BEYREDE à exploiter son usine sur le territoire des communes de Beyrede-Jumet-Camous et d'Ilhet ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°65-2020-06-29-007 du 29 juin 2020 imposant la transmission d'un plan de réduction des prélèvements d'eau en cas de sécheresse ;

Vu le plan de réduction des prélèvements d'eau en cas de sécheresse transmis par l'exploitant le 6 avril 2023 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté le 27 juin 2023 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles ;

Vu la réponse de l'exploitant transmise le 07 juillet 2023 ;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter les prescriptions de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse au cas particulier de l'installation classée ;

Considérant que l'établissement est autorisé à prélever pour les besoins de son fonctionnement dans une ressource en eau qui, dans certaines conditions de sécheresse, doit être protégée ;

CONSIDÉRANT que les prélèvements de l'établissement appartiennent au secteur hydrographique identifié par l'arrêté cadre sécheresse du département de Hautes-Pyrénées ;

CONSIDÉRANT qu'en cas de sécheresse, des mesures particulières et adaptées à la situation hydrologique doivent être prises ;

CONSIDÉRANT que l'installation dispose d'une utilisation exclusive de la ressource en eau superficielle pour le refroidissement de ses process de fusion ;

CONSIDÉRANT que le circuit d'eau de refroidissement fonctionne en circuit ouvert, 99,5 % du volume prélevé sur la Neste est restitué au milieu de manière quasi instantanée (10 min) ;

CONSIDÉRANT que le volume consommé est de l'ordre de 0,5 % du volume prélevé dans la Neste ;

CONSIDÉRANT que le fonctionnement exclusif hors période d'étiage estivale du four 11 est une pratique réalisée pour des raisons d'optimisation des coûts et de la gestion de la ressource en eau mais ne peut être assuré exhaustivement au regard d'éventuel ajustement de production ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant s'est engagé dans une démarche de sobriété relative à la consommation d'eau par la mise en œuvre de mesures opérationnelles (amélioration continue du réseau d'eau et de sa métrologie, surveillance de l'impact sur la ressource, projet de pilotage des prélèvements en fonction du besoin en eau dans le process...)

Considérant les observations de l'exploitant exprimées dans le cadre du contradictoire ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Sans préjudice des prescriptions édictées par des actes antérieurs ou par des arrêtés ministériels qui leur sont applicables, la société IMERYS, pour les installations qu'elle exploite, sur la commune de Beyrede-Jumet-Camous est soumise aux prescriptions complémentaires suivantes lorsque, dans la zone d'alerte dans laquelle sont implantées les installations et notamment les ouvrages de prélèvement, un arrêté constate le franchissement des seuils de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise.

L'information sur les zones d'alerte (sous-bassin hydrographique ou secteur de masse d'eau souterraine) et les niveaux de gestion sécheresse, sont disponibles sur le site internet de la préfecture et sur le site PROPLUVIA : <http://propluvia.developpement-durable.gouv.fr/>

Le dispositif reste activé jusqu'à l'information officielle de fin de situation de sécheresse.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires permettant de :

- réduire les prélèvements et la consommation d'eau
- limiter des rejets polluants.

ARTICLE 2 : SURVEILLANCE DE LA CONSOMMATION

L'exploitant s'assure d'un dispositif de surveillance permettant d'établir un suivi de la consommation en eau de ses installations, au moyen de données mesurées.

Un bilan quantifié de son usage des différentes ressources (nappe souterraine « Terrains plissés du bassin versant de la Garonne – partie Ouest » et La Neste) est établi annuellement, puis mensuellement, dès lors que le niveau de vigilance est atteint.

ARTICLE 3 : PRÉLÈVEMENTS D'EAU AUTORISÉS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les prélèvements d'eau.

Les installations de prélèvement ou d'adduction d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.

Lorsque le niveau de gestion sécheresse d'alerte est déclenché sur la zone où est situé l'établissement, ce dispositif est relevé quotidiennement. Les valeurs de débit sont portées sur un registre informatisé, tenu à disposition des services d'inspection des installations classées et de la police de l'eau.

Les prélèvements d'eau sont autorisés dans les quantités suivantes :

Ressource-s utilisée-s (réseau AEP, réseau d'irrigation, cours d'eau et nappe d'accompa- gnement, eau souterraine)	Nom de la masse d'eau	Code SDAGE masse d'eau	Prélèvement annuel (m³) et mensuel en étiage (juillet, août, septembre)	Débit de prélèvement maximal instantané (m³/s) et journalier (m³/jour)				
				Niveau de gestion sécheresse				
				Normal	Vigilance => limitations volontaires	Alerte => réduction visée de 15 %	Alerte renforcée => réduction visée de 30 %	Crise repre- ndre les termes de l'arrêt é cadre local
Eau superficielle	Cours d'eau la Neste	FRFR250	Prélèvement annuel : 3 000 000 m³ Prélèvement période d'étiage : 252 936 m³	9 900 m3/ jour	9 000 m3/ jour	8 415 m³/jour	6 930 m3/ jour	6 930 m3/ jour
Eau souterraine	Terrains plissés du bassin versant de la Garonne - partie Ouest	FG049B	Prélèvement annuel : 20 488 m³ Prélèvement période d'étiage : 2 724 m³	100 m3/ jour	90 m3/jour	85 m3/jour	70 m3/ jour	60 m 3/ jour

Les niveaux de prélèvements ci-dessus peuvent être modifiés par décision préfectorale.

ARTICLE 4 : PLAN D'ACTIONS EN SITUATION DE SÉCHERESSE

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les dispositions décrites dans le tableau ci-dessous lorsque les niveaux de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sont déclenchés par le préfet dans la zone d'alerte où sont localisés les installations et les prélèvements de l'établissement.

Ces mesures se substituent à celles de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse.

L'information sur les zones d'alerte (sous-bassin hydrographique ou secteur de masse d'eau souterraine) et les niveaux de gestion sécheresse, sont disponibles sur le site internet de la préfecture et sur le site PROPLUVIA : <http://propluvia.developpement-durable.gouv.fr/>
Le dispositif reste activé jusqu'à l'information officielle de fin de situation de sécheresse.

Les mesures d'urgence sont les suivantes :

Niveau de gestion sécheresse	Mesures spécifiques
<p align="center"><u>Vigilance</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Diffusion d'une note pour la sensibilisation du personnel sur les mesures d'économie d'eau, que l'eau soit utilisée à des fins de process ou à des fins sanitaires, • Affichage sur les différents lieux d'utilisation de l'eau.
<p align="center"><u>Alerte</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mesures définies pour le niveau de vigilance, • Communication à l'ensemble des équipes à travers les écrans prévus à cet effet de la situation hydriques et des actions à mettre en place, • Nettoyage mécanique (à sec) des ateliers afin d'éviter l'utilisation de l'eau, • Interdiction de nettoyage des véhicules mobiles à l'exception des vitres (sécurité), • Arrêt d'arrosage des pelouses et espaces verts entre 8 h et 20 h, • recherche visuelle de fuites.
<p align="center"><u>Alerte renforcée</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mesures définies pour le niveau d'alerte, • Intégration aux rondes des vérifications des réglages des vannes manuelles d'ajouts d'eau, • Suivie du niveau du bassin de la source, • Affichage de l'indicateur performance « consommation d'eau » en salle de contrôle et mise en place d'actions aux réunions du matin en cas de dérive.
<p align="center"><u>Crise</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mesures définies pour le niveau d'alerte renforcée, • Arrêt de tous les prélèvements non prioritaires, • Recherche de fuite avec coupure temporaire des différentes boucles de circuits pour les localiser, si besoin. • Les cas échéant, application des directives préfectorales pouvant aller jusqu'à l'arrêt des lignes de production

ARTICLE 5 : BILAN

À l'issue de chaque période estivale et lorsqu'un niveau de gestion sécheresse (vigilance, alerte, alerte renforcée ou crise) a été déclenché par arrêté préfectoral sur la zone d'alerte où sont localisés ses prélèvements, l'exploitant établit un bilan environnemental des actions conduites comportant :

- l'évaluation a posteriori de son plan de réduction,
- un volet quantitatif des prélèvements et rejets évités,
- les coûts afférents
- les actions préventives et/ou correctives éventuelles à apporter au plan d'action sécheresse de l'établissement.

Ce bilan environnemental est adressé à l'inspection des installations classées un mois après la fin des restrictions de prélèvement en eau.

ARTICLE 6 : INFORMATION DES TIERS

Une copie de l'arrêté est déposée dans les mairies de Beyrede-Jumet-Camous et Ilhet et peut y être consultée ;

Un extrait de cet arrêté est affiché dans ces mêmes mairies pendant une durée minimum d'un mois ;

le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de chaque commune et transmis à la préfecture – pôle environnement - ICPE – par courrier ou par mail ;

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 7 : DÉLAI ET VOIE DE RECOURS

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Pau, soit par courrier : 50 – Cours Lyautey – CS 50 543 – 64 010 PAU Cedex, soit par l'application informatique « Télérecours » accessible sur le site <https://www.telerecours.fr>, dans les délais prévus à l'article R. 181.50 du même code :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision mentionnée au premier alinéa peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 8 : EXÉCUTION

- Mme la secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées,
- M. le directeur de la DREAL Occitanie,
- MM. les maires des communes de Beyrede-Jumet-Camous et Ilhet,

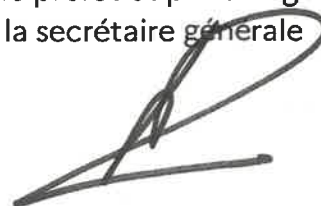
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hautes-Pyrénées et dont copie sera adressée :

- **pour notification** à M. le directeur de la société IMERYS,

- **pour information** à Mme la sous-préfète de Bagnères de Bigorre.

Fait à Tarbes, le **19 JUL. 2023**

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale

A stylized, handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping 'N' followed by a horizontal line.

Nathalie GUILLOT-JUIN